

Revenir aux fondamentaux

Nous vivons une époque à la fois passionnante et décevante. Passionnante, car nous avons sous les yeux l'Histoire en marche : nous sommes parvenus au terme du modèle capitaliste qui ne se survit que par des expédients financiers dans la fuite en avant d'une mondialisation de plus en plus injuste et cruelle, irrespectueuse des hommes et de la planète. La rupture s'impose comme une nécessité vitale, le temps du changement est venu, là est l'aspect exaltant de la période, mais cette exaltation reste bien amère, car l'offre alternative est décevante, confuse, loin de l'importance des enjeux et pour tout dire, peu convaincante, si peu même que l'échec concret du capitalisme ne l'empêche pas de perdurer dans l'organisation de l'économie, dans sa mainmise sur le personnel politique de l'appareil d'Etat tandis que sa domination idéologique reste sans vraie concurrence sur les représentations sociales.

La grande bourgeoisie, pour reprendre le propos des Pinçon-Charlot, est aujourd'hui la seule classe consciente d'elle-même et mobilisée pour la préservation de ses intérêts et le maintien de sa domination sur les plans économique, politique et idéologique. Sur le plan économique, cela se traduit par l'accaparament croissant des richesses et la privatisation-financiarisation de tous les secteurs de l'activité sociale ; sur le plan politique, par l'influence quasi directe en France du MEDEF sur l'Etat, et plus généralement dans le monde des grandes multinationales sur les gouvernements nationaux ; sur le plan idéologique, c'est par l'imposition d'un mode de vie et d'un discours dominant que cette grande bourgeoisie a su formater les consciences à un individualisme de petit propriétaire convaincu que seuls sont efficaces socialement le pragmatisme, l'expertise et la technicité contre le champ politique dénigré comme idéologie rigide ou comme utopie irréaliste.

La notion de parti politique

Le "parti" et accessoirement le "syndicat", quand il ne courbe pas l'échine, sont, en tant que formes d'organisation, systématiquement l'objet d'attaques de la part du discours dominant qui les présente, souvent dans un propos pseudo-objectif, comme archaïques, sclérosés par des rivalités, dogmatiques, attachés à un passé révolu, repliés sur leurs intérêts d'appareil ou sur les avantages des personnes, refusant le changement... Cela appelle deux remarques, la première est qu'il y a sûrement une part de vrai dans ces accusations, ce qui leur permet d'exister et de développer cette image négative globale ; encore, faut-il souligner que les mêmes épithètes pourraient caractériser la bourgeoisie elle-même, son entre-soi et la protection de ses privilèges... Il y a évidemment des choses à changer dans le fonctionnement des partis et ceux-ci ne doivent pas être l'objet d'une fétichisation de la part de leurs adhérents ; la seconde remarque —et la plus importante— c'est que si ce discours de la classe dominante est aussi insistant et constant, c'est que les organisations sont, dans une certaine mesure des obstacles à sa domination —les syndicats au plan économique immédiat, les partis par leur opposition politique dans les institutions et le travail idéologique qu'ils mènent dans la population. Loin d'être un propos objectif, ce discours de classe pour discréditer les appareils est un discours de combat : comprenons de lutte de la classe dominante pour maintenir cette domination, et la conclusion qui s'impose, c'est que ces formes d'organisation que sont les partis constituent des armes que la bourgeoisie redoute, car elles s'opposent à son emprise sur l'opinion et la limite, certes, de façon insuffisante ici et maintenant, mais qui peuvent être rendues plus efficaces, surtout si le caractère injuste et spoliateur de cette classe dominante apparaît chaque jour davantage à travers sa cupidité et sa brutalité sociale.

Ce serait une erreur stratégique et un nouveau recul du niveau de la lutte des classes que donner quelque crédit que ce soit au discours de dénigrement des partis, et plus spécialement bien sûr — tout le monde l'aura compris— du PCF. Cela ne signifie évidemment pas qu'il faille fétichiser la forme qui a eu son heure de gloire méritée au milieu du XXème siècle, avec le Front Populaire, la Résistance et les 30 glorieuses : un parti est à la fois un "intellectuel collectif" et un levier d'action politique, qui doit être en adéquation avec son époque pour être audible. C'est ce défi que nous avons à relever, mais sans céder à la facilité d'un effet de mode qui l'amènerait à se renier.

La République en Marche et la France Insoumise

Avant d'essayer de poser les prolégomènes de ce que pourrait être un Parti Communiste du XXIème siècle, force est de se poser la question de ces deux formations politiques — LREM et FI—, souvent présentées comme devant balayer toutes les anciennes structures. Elles offrent d'évidentes similitudes et en sont encore toutes deux à se chercher une forme assurant leur pérennité après l'épisode électoral qui les a vu percer. Ce qui les caractérise en effet, c'est d'abord d'avoir été des formations de "campagne", conçues pour créer une dynamique gagnante. Et l'une d'elle a effectivement gagné...

L'échec de la FI se comprend facilement dans une logique gramscienne : Mélenchon a voulu entamer la "guerre de mouvement" pour la prise du pouvoir, sans avoir auparavant conquis "les positions" permettant d'emporter la décision. Par "positions", il faut entendre l'établissement d'une force solide dans les superstructures concrètes de la société civile et politique : associations, élus locaux, élites intellectuelles, corps intermédiaires. Cette force permet le développement des idées, des représentations sociales qui assureront l'hégémonie au sein des masses. Quand cette hégémonie culturelle est acquise, le moment de la "guerre de mouvement" —la prise du pouvoir, démocratique malgré le vocable guerrier— est arrivé. Avant ce moment elle est condamnée à l'échec, faute d'avoir les relais nécessaires.

Cette hégémonie culturelle, même si elle n'était pas constituée autour d'un appareil comme ce fut le cas des "marcheurs", et restait toute relative à un microcosme bien loin d'un peuple désabusé, Macron, par contre en disposait, sachant flatter tel syndicat réformiste, faisant son marché d'élus et de notables locaux dans les partis de gouvernement en décomposition, s'appuyant sur l'ambition de jeunes cannibales de la "libre entreprise", il tenait les positions, en parasitant divers compartiments déjà idéologiquement acquis, de la société et des institutions tel le coucou éparpillant sa progéniture dans différents nids. A cela, il faut ajouter la domination idéologique d'une pensée économiste de l'expertise et de la technicité, rabâchée depuis des années par les médias ainsi que le mirage de la nouveauté —tant attendue de la population— associé à une habileté politicienne tout droit sortie des plus ringardes magouilles du vieux monde. Tout cela constituait l'assiette à partir de laquelle il pouvait entamer sa guerre de mouvement, d'autant plus facilement qu'il bénéficiait de la faiblesse et de la division de ses adversaires, ou supposés tels dont certains lui étaient déjà soumis.

C'est dans ce contexte politique et idéologique qu'il faut déchiffrer l'actuelle mise en cause de la forme "parti" qui est un discours promu par la classe dominante, ce qui est dans la logique de son combat, mais aussi par le "populisme de gauche" —nouvel idiot utile de la bourgeoisie ?

Peuple et classe

Le vocabulaire, comme souvent, rend assez bien compte du travail sur les représentations collectives : le discours libéral dominant a toujours historiquement cherché à masquer la nature de classe du système ; ainsi, les mots de la droite politique vont chercher à superposer d'autres conflits internes à la division fondamentale de la société. Les concepts qui vont prévaloir sont ceux qui masquent l'exploitation et la lutte des classes, en particulier en créant des oppositions mystificatrices entre les exploités, qu'elles soient de nature identitaires, communautaires, liées au mérite individuel ou à la volonté personnelle : depuis les "immigrés qui volent le pain des Français", jusqu'aux "chômeurs qui s'offrent des vacances aux Bahamas", selon le récent propos de Damien Adam, député LREM de Seine-Maritime, sans oublier le "cancer de l'assistanat" cher au "Républicain" Laurent Wauquiez, ni ces "privilegiés de fonctionnaires", figures récurrentes de la haine du service public, on assiste au développement d'un discours visant à opposer entre elles les victimes du capitalisme. Et le pire est qu'il y parvient car la force de l'idéologie est d'utiliser les cibles qu'elle a atteintes dans l'opinion comme nouveaux vecteurs, souvent de bonne foi, permettant de reproduire et de diffuser comme évidence son discours.

Il s'agit, pour l'idéologie dominante de donner une représentation de la société et de ses inégalités qu'elle est bien obligée d'admettre quand même, à travers le prisme des "insiders" — ceux qui ont un travail — et les "outsiders" — les exclus — les premiers étant en quelque sorte des privilégiés et les seconds devant bénéficier d'une certaine solidarité, à condition toutefois qu'ils fassent la preuve d'un mérite exemplaire pour ne pas être suspectés d'être des profiteurs... Ce serait assurément un renversement cocasse des rôles s'il n'était pas aussi cruel pour les victimes ! C'est une façon de nier le caractère systémique et social de leur situation individuelle pour la renvoyer à leur seule responsabilité personnelle.

Rien de bien nouveau dans cette volonté de la droite d'effacer les enjeux de classe, par contre ce qui est étonnant, c'est de voir un discours de gauche aboutir, d'une autre façon, à un résultat similaire. Ainsi quand on oppose "peuple" à "oligarchie", ce que chacun de nous peut faire pour la commodité de son propos, quand on évoque les "gens"(FI) ou les 99% (PCF), on risque de perdre de vue qu'il ne s'agit pas de dénoncer l'oligarchie ou le 1 % **en soi**, mais ce qui fonde de façon systémique cette caste dominante : la propriété privée des moyens de production et l'exploitation. Que pour des raisons de communication ou de facilités de langage on ait recours à ces images est compréhensible, mais elles ne doivent en aucun cas se substituer à l'analyse en termes de classe. C'est pourtant ce que tend à faire le "populisme de gauche". Or mener cette analyse collectivement, l'approfondir toujours à la fois en théorie comme en rapport concret à la société et la populariser au sein des masses dans un échange permanent, suppose un appareil organisé, implanté sur le territoire, avec ses règles de fonctionnement, autrement dit, un parti, dont l'assiette idéologique sera justement de porter l'analyse en termes de classes. Le prolétariat, ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre et doivent la louer aux possédants, existe en soi, objectivement, mais seulement comme la juxtaposition de personnes essayant de se débrouiller individuellement ; le rôle du travail idéologique d'une formation politique voulant la transformation de la société est de faire exister cette classe pour soi, c'est à dire consciente d'elle-même et de la nature de l'exploitation qu'elle subit afin qu'elle intervienne collectivement dans l'Histoire. Une idée devient une force quand elle s'empare des masses, disait Marx, encore faut-il que cette idée soit portée par un vecteur et dans

une société dominée par l'ennemi de classe, quel autre vecteur qu'une organisation politique avec sa production intellectuelle et ses médias ?

Quel parti communiste pour le XXIème siècle ?

On pourrait penser à mon propos précédent que rien n'est donc à changer : nous avons un parti communiste, une analyse de classe, nous bénéficions encore d'une implantation locale — mais en sévère régression... pourquoi accumulons-nous les défaites dans la "guerre de positions", pourquoi les syndicats marquent une défiance vis-à-vis du PCF, pourquoi ne sommes-nous plus les piliers des principales associations de ce qu'on appelle la société civile, pourquoi notre présence parlementaire et notre maillage du territoire par des élus se réduit, ainsi que nos effectifs militants ? Nous sommes de moins en moins audibles dans la population et si les causes de tous ces reculs ne sont pas liées à la forme d'organisation, à quoi peut-on les imputer ?

Il y a certes eu de nombreux facteurs externes, que ce soit la façon dont l'alliance avec parti socialiste a failli nous entraîner sur la pente social-démocrate ou la chute de l'URSS qui a ébranlé la conviction qu'un socialisme réel pouvait exister durablement et être facteur de progrès humain, notre objet n'est pas de les analyser ici : toutes ces causes sont importantes, mais le vrai débat doit être de définir ce qu'on propose et ce qu'on fait.

Le premier écueil, nous l'avons déjà dit, serait de lâcher la proie pour l'ombre et de rejeter, partant de l'échec actuel notre forme d'organisation en tant que parti politique pour substituer à celui-ci je ne sais quelle fuite en avant dans un mouvementisme sans contours définis ni contenu de classe précis, mais un autre écueil serait de regarder en arrière et de vouloir reproduire ce qui a fonctionné en d'autres temps mais n'est à l'évidence pas adapté aux modes de vie actuels, au niveau culturel de la jeunesse ni aux moyens modernes de communication. Le prochain congrès devra définir cette réorganisation.

En ce qui me concerne, les 15 propositions de réorganisation structurelle « pour redonner un avenir au PCF » me semblent frappées au coin du bon sens. Reste qu'à mes yeux, l'essentiel n'y est pas : quel modèle positif et concret de société proposons-nous à nos concitoyens ? Quelle forme de communisme pour la France ? Et dans quelle Europe est-elle possible ? C'est là le cœur de la question et des doutes qui nous hantent tous et c'est à cela qu'il faut donner une réponse claire, sinon le reste ne servira pas à grand chose.

JPR